

GE_GERICHTE A/975/2024 vom 12. November 2024

GE Cour de justice, 2024-11-12, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_975_2024

FR: GE_GERICHTE A/975/2024 du 12 novembre 2024

IT: GE_GERICHTE A/975/2024 del 12 novembre 2024

Regeste

PROTECTION DES MONUMENTS;MESURE DE PROTECTION;INVENTAIRE;GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ;ATTEINTE À UN DROIT CONSTITUTIONNEL;INTÉRÊT PUBLIC;PROPORTIONNALITÉ | Rejet d'un recours déposé contre une mesure d'inscription à l'inventaire d'une villa d'architecture moderne datant de 1960 et de la parcelle. Examen du bienfondé de la mesure compte tenu des préavis de la CMNS et de la commune et de la pesée des intérêts faite par l'autorité intimée. Examen de la proportionnalité de la mesure. | Cst..5.al2; Cst..29.al2; Cst..26.al1; LPMNS.4.leta; LPMNS.7.al8; LPMNS.22.al1; RPMNS.3; RPMNS.4; RPMNS.15.al2

Erwägungen

E. 2

Le recourant sollicite la production du procès-verbal de la séance de la CMNS 3 du 25 octobre 2022.

E. 2.1

L'art. 15 al. 1 de la loi sur les commissions officielles du 18 septembre 2009 (LCOF - A 20) prévoit que toutes les séances de commission, dont la CMNS (art. 5 let. m du règlement sur les commissions officielles du 10 mars 2010 ; RCOF - A 2 20.01), et de sous-commissions font l'objet de procès-verbaux, qui ne sont pas publics. Ces procès-verbaux constituent des projets de décisions et se rapportent uniquement à la formation de l'opinion des membres de l'autorité. Ils ne peuvent dès lors pas être transmis aux parties (ATA/422/2023 du 25 avril 2023 consid. 3.2 ; ATA/275/2023 du 21 mars 2023 consid. 2.2.1). Partant, le recourant ne peut prétendre à la production de ces documents internes à l'administration. En outre, le président de la CMNS a déjà exposé au recourant le 12 mars 2024 que les préavis de la commission faisaient office de procès-verbaux des séances. Leur forme permettait de refléter et de synthétiser la décision à laquelle étaient parvenus les membres de la commission consultés.

E. 2.2

Le préavis de la CMNS 3 du 25 octobre 2022 ayant été communiqué au recourant, sa demande de mesure a perdu son objet.

E. 3

Le recourant conteste le caractère digne de protection de l'immeuble sous plusieurs angles.

E. 3.1

Il ne s'agissait pas d'une œuvre grandiose d'architectes illustres mais d'une copie des villas produites dans le programme des Case Study Homes .

E. 3.1.1

La loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 4 juin 1976 (LPMNS - L 4 05) prévoit la protection de monuments de l'architecture présentant un intérêt historique, scientifique ou éducatif (art. 4 let. a LPMNS) et contient des concepts juridiques indéterminés qui laissent par essence à l'autorité comme au juge une latitude d'appréciation considérable. Il apparaît en outre que, depuis quelques décennies en Suisse, les mesures de protection ne s'appliquent plus uniquement à des monuments exceptionnels ou à des œuvres d'art mais qu'elles visent des objets très divers du patrimoine architectural du pays, parce qu'ils sont des témoins caractéristiques d'une époque ou d'un style (Philip VOGEL, La protection des monuments historiques, 1982, p. 25). La jurisprudence a pris acte de cette évolution (ATF 126 I 219 consid. 2 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_300/2011 du 3 février 2012 consid. 5.1.1).

E. 3.1.2

Un monument au sens de la LPMNS est toujours un ouvrage, fruit d'une activité humaine. Tout monument doit être une œuvre digne de protection du fait de sa signification historique, artistique, scientifique ou culturelle. Il appartient aux historiens, historiens de l'art et autres spécialistes de déterminer si les caractéristiques présentées par le bâtiment le rendent digne de protection, d'après leurs connaissances et leur spécialité. À ce titre, il suffit qu'au moment de sa création, le monument offre certaines caractéristiques au regard des critères déjà vus pour justifier son classement, sans pour autant devoir être exceptionnel dans l'abstrait. Un édifice peut également devenir significatif du fait de l'évolution de la situation et d'une rareté qu'il aurait gagnée. Les particularités du bâtiment doivent au moins apparaître aux spécialistes et trouver le reflet dans la tradition populaire sans trop s'en écarter (ATA/353/2021 du 23 mars 2021 consid. 8 ; ATA/561/2020 du 9 juin 2020 consid. 5b).

E. 3.1.3

Tout objet construit ne méritant pas une protection, il y a lieu de procéder à une appréciation d'ensemble, en fonction des critères objectifs ou scientifiques. Pour le classement d'un bâtiment, la jurisprudence prescrit de prendre en considération les aspects culturels, historiques, artistiques et urbanistiques. La mesure ne doit pas être destinée à satisfaire uniquement un cercle restreint de spécialistes. Elle doit au contraire apparaître légitime aux yeux du public ou d'une grande partie de la population, pour avoir en quelque sorte une valeur générale (ATF 120 Ia 270 consid. 4a ; 118 Ia 384 consid. 5a ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_32/2012 du 7 septembre 2012 consid. 6.1 ; ATA/1024/2019 du 18 juin 2019 consid. 3d ; ATA/428/2010 du 22 juin 2010 consid. 7c).

E. 3.1.4

En l'espèce, les spécialistes ont retenu, dans le rapport de l'IMAH, dans le préavis de la CMNS 3, dans le cadre du RAC - 2022 que les quatre villas, dont le bâtiment litigieux, ont été construites sur un site encore très largement rural à l'époque, dans une zone convoitée et propice à l'implantation de maisons individuelles depuis le début des années 1950. La requérante du projet était la mère de Jean ROGG, jeune architecte associé à Michel FREY de huit ans son aîné. Il s'est agi de leur seule collaboration. L'un et l'autre allaient, dans la suite de leur carrière, être à l'origine de plusieurs constructions de villas, bâtiments scolaires, centre paroissial, immeubles locatifs et diverses transformations et restaurations de bâtiments anciens, notamment. Le projet final à E_____ était celui de quatre grandes

villas identiques avec un large patio. Le projet rompait clairement avec les canons de la maison traditionnelle et avait rencontré, pour cette raison, l'opposition de la commune. Chaque villa se développait sur un seul niveau de plain-pied sur 190 m² habitables, à partir d'un plan carré (16,25 X 16,25 m) d'une certaine simplicité. On accédait à l'intérieur par l'intermédiaire du patio ouvert, orienté au nord-est et prévu planté, qui faisait office de cour intérieure et faisait pénétrer la lumière jusqu'au cœur de l'habitation. À l'intérieur, un espace de circulation distribuait d'un côté l'espace séjour-bibliothèque-salle à manger avec, au fond, la chambre parentale équipée de sa salle de bains, de l'autre trois chambres dont une chambre de bonne avec son cabinet de toilette et un garage. Face au patio se trouvaient la cuisine ouverte sur la salle à manger, une salle de bains indépendante, ainsi qu'une quatrième chambre. Un escalier menait au sous-sol où étaient disposés, sous la totalité de la surface de la villa, de nombreux espaces de stockage. La dalle de la toiture plate en béton était portée par une série de fins poteaux métalliques de section carrée modulés sur une trame uniforme de quatre mètres qui venait compléter les murs périphériques en brique porteuse. Les façades nord-est et nord-ouest étaient essentiellement opaques et celles au sud-est et au sud-ouest étaient entièrement vitrées, s'ouvrant largement sur l'extérieur au moyen de baies coulissantes en acier. D'un point de vue architectural, les villas de FREY et ROGG prenaient clairement leur source du côté de l'architecture américaine de l'après-guerre, en particulier celle de la Côte californienne où s'était déployé le programme des Case Study Houses (1945-1966) lancé par la revue Arts & Architecture, diffusé internationalement par la presse architecturale de l'époque et qui avait connu une immense fortune critique dans les années 1950 et 1960. Le programme visait à réaliser, autour de Los Angeles, des maisons modernes et économiques, destinées à être reproduites en grand nombre. Les architectes genevois, dans leur architecture moderne, s'étaient inspirés des thèmes de ce programme. Sans être l'œuvre d'architectes considérés comme majeurs à Genève, la villa avait été conçue et réalisée avec une modernité nouvelle à Genève pour ce type de programme. La proposition était audacieuse, traduisant un idéal architectural et domestique basé sur la légèreté (verre, acier, brique, bois, etc.), la transparence, la modularité spatiale, le rapport étroit à la nature et la simplicité des formes et des matières. Selon l'architecte Jean-Marc LAMUNIÈRE dans l'ouvrage consacré à l'architecture à Genève 1919-1975, seule une dizaine de maisons individuelles reflétaient des tendances modernes dans les années cinquante, et pas davantage dans les années soixante (p. 339). Les quatre villas étaient présentées à ce titre dans le Guide d'architecture moderne de Genève, édité en 1969 par André CORBOZ, Jacques GUBLER et Jean-Marc LAMUNIÈRE, parmi les villas GAILLARD (André & Francis GAILLARD arch., 1954-1955) et MAIER (Georges BRERA & Paul WALTENSPÜHL arch., 1956-1958) à L_____, BÉDAT à M_____ (Pierre BUSSAT & Jean-Marc LAMUNIÈRE, arch., 1958-1960) ou LEUTHOLD à N_____ (Maurice CAILLER & Pierre MERMINOD arch., 1959-1961). Toujours selon les spécialistes, en dépit de transformations malheureuses, mais superficielles, ayant fini par altérer le caractère moderne de la villa (en particulier dans son aspect intérieur), celle-ci avait su conserver l'essentiel de sa substance architecturale et sa matérialité d'origine, à savoir sa structure (poteaux métalliques et murs en brique porteuse) et ses enveloppes de façade aux élégantes huisseries métalliques. De plus, aucun changement majeur dans la distribution n'était à déplorer. Ses caractéristiques avaient permis à la villa d'être considérée comme un objet avec une valeur patrimoniale élevée et la note « intéressant » avait été attribuée par le recensement architectural du canton de Genève, validé par la commission scientifique de suivi le 7 juin 2023. La fiche du bâtiment

relevait que les villas de l'ensemble étaient situées dans des parcelles arborées et aménagées de piscines et toutes orientées dans la même direction. Les différents matériaux de construction utilisés étaient intégrés de manière cohérente dans un ensemble structurel harmonieux. La commune a préavisé favorablement l'inscription à l'inventaire de l'ensemble, soulignant l'intérêt patrimonial élevé acquis au fil des années par ces constructions.

E. 3.1.5

Il découle de ce qui précède que l'intérêt patrimonial de la villa, de la parcelle et de l'ensemble des quatre villas, tel qu'établi par les spécialistes, est indéniable. Les milieux spécialisés ont considéré de façon concordante et objective que la villa et l'ensemble des villas faisaient partie du patrimoine construit de l'architecture moderne et présentaient les caractéristiques d'une œuvre au sens vu ci-dessus. Contrairement à ce que retient le recourant, il ne s'agit pas de « copies » de maison réalisées en Californie mais de villas construites dans le style d'architecture moderne tel que celui apparu dans le cadre du programme des Case Study Houses. En outre, ce sont bien les caractéristiques intrinsèques des constructions qui fondent la mesure contestée.

E. 3.2

Le recourant fait valoir que l'état du bâtiment ne justifierait pas la mesure de protection et que l'abondante végétation empêche de la voir ainsi que de voir l'ensemble des quatre villas.

E. 3.2.1

S'agissant de l'état du bâtiment, il n'est pas contesté que les briques de parement sont recouvertes d'un crépi. Si cette transformation éloigne l'image actuelle de l'originale, il ne peut être retenu, comme le fait le recourant que le bâtiment aurait perdu « son caractère architectural » et serait dénaturé dans sa substance. En outre, s'agissant du crépissage des murs, le rapport de visite précise que plusieurs interventions malheureuses faites sur les façades sont réversibles et que les enveloppes sont plutôt bien conservées puisque la totalité des baies vitrées (menuiseries en acier enserrant de grands verres simples), constitutives de l'identité de la villa, sont toujours en fonction. En outre, l'essentiel de la substance architecturale et la matérialité d'origine, à savoir la structure (poteaux métalliques et murs en brique porteuse), est conservé. Les différentes pièces figurant au dossier permettent ainsi de retenir que la villa n'a subi que peu de transformations depuis sa construction.

E. 3.2.2

La jurisprudence admet que la plupart des monuments qui subsistent ont fait l'objet, au travers de leur histoire, d'interventions diverses, plus ou moins importantes, ce qui n'empêche pas qu'ils puissent bénéficier d'une mesure de protection. Ainsi, c'est le cas d'un immeuble dont les façades ont subi une rénovation (arrêt du Tribunal fédéral 1C_32/2012 du 7 septembre 2012 consid. 5.3). En outre, la jurisprudence ne retient pas l'état, même très délabré, d'un immeuble comme motif propre à mettre en échec une mesure de protection fondée sur la LPMNS, dès lors que la substance patrimoniale est conservée (ATA/428/2010 du 22 juin 2010 consid. 7c). S'agissant de l'intérieur de la villa, qui a subi le plus de transformations, il est établi qu'aucun changement majeur dans la distribution n'est à déplorer même si son aspect a largement été transformé. L'autorité intimée retient donc à juste titre que les transformations intervenues depuis l'édification du bâtiment doivent être relativisées, dans la mesure où la structure du bâtiment est restée

inchangée et qu'elle est identique à celle des trois autres villas. Les spécificités de ces édifices avant-gardistes dans le canton de Genève sont : une construction légère et transparente, de plain-pied selon un plan carré d'une certaine simplicité, dont des baies vitrées constitutives de leur identité et qui fonctionnent toujours ont été préservées. Il appert ainsi que la villa a conservé ce qui faisait d'elle au moment de sa réalisation un objet architectural intéressant et rare sur le territoire genevois, à l'instar des trois répliques qui la jouxtent.

E. 3.2.3

S'agissant de la valeur de l'ensemble et du fait qu'il n'est pas visible en raison de la végétation, comme ne l'est pas la villa litigieuse, il faut relever que le caractère visible d'un bâtiment n'est pas une condition de sa mise sous protection. La définition de monument, au sens de l'art. 4 al. a LPMNS ne contient pas la notion d'édifice public ou accessible au public. Cela dit, l'inventaire peut être consulté par le public selon les modalités fixées par voie réglementaire (art. 7 al. 8 LPMNS). L'arrêté rendu en matière d'inscription à l'inventaire est publié dans la FAO (art. 15 al. 1 du règlement d'application de la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 29 mars 2023 ; RPMNS - L 4 05.01). Le dossier peut, sur requête, être consulté selon les modalités fixées par loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles du 5 octobre 2001 (art. 15 al. 2 RPMNS). Aussi, le fait que les bâtiments objets de la mesure ne soient pas visibles ou cachés par de la végétation est donc sans pertinence s'agissant du but et des modalités de la protection du patrimoine instaurées par la LPMNS. Le grief du recourant quant à l'absence d'intérêt public à la mesure de conservation doit donc être écarté.

E. 4

Le recourant remet en cause la pesée des intérêts effectuée par l'autorité intimée. Elle aurait omis l'intérêt public lié aux possibilités de densification de la parcelle et le peu d'intérêt patrimonial du bâtiment.

E. 4.1

Alors qu'à l'origine, les mesures de protection visaient essentiellement les monuments historiques, à savoir des édifices publics, civils ou religieux, ainsi que des sites et objets à valeur archéologique, elles se sont peu à peu étendues à des immeubles et objets plus modestes, que l'on a qualifiés de patrimoine dit « mineur », caractéristique de la campagne genevoise, pour enfin s'ouvrir sur une prise de conscience de l'importance du patrimoine hérité du XIX^e siècle et la nécessité de sauvegarder un patrimoine plus récent, voire contemporain (ATA/555/2022 du 24 mai 2022 consid. 5b et les références citées). Chaque fois que l'autorité administrative suit les préavis des instances consultatives, l'autorité de recours observe une certaine retenue, fonction de son aptitude à trancher le litige (ATA/1296/2022 du 20 décembre 2022 consid. 6c ; Thierry TANQUEREL, Manuel de droit administratif, 2018, n. 508 p. 176 et la jurisprudence citée). Les autorités de recours se limitent à examiner si le département ne s'écarte pas sans motif prépondérant et dûment établi du préavis de l'autorité technique consultative, composée de spécialistes capables d'émettre un jugement dépourvu de subjectivisme et de considérations étrangères aux buts de protection fixés par la loi (ATA/1296/2022 précité ; ATA/1261/2022 du 13 décembre 2022 consid. 4d et les références citées). La chambre administrative est en revanche libre d'exercer son propre pouvoir d'examen lorsqu'elle procède elle-même à des mesures

d'instruction, à l'instar d'un transport sur place (ATA/135/2022 du 1 er mars 2022 consid. 9g). Si la consultation de la CMNS est imposée par la loi, le préavis de cette commission a un poids certain dans l'appréciation qu'est amenée à effectuer l'autorité de recours (ATA/1024/2019 précité ; ATA/126/2013 précité). En outre, la CMNS se compose pour une large part de spécialistes, dont notamment des membres d'associations d'importance cantonale, poursuivant par pur idéal des buts de protection du patrimoine (art. 46 al. 2 LPMNS). À ce titre, son préavis est important (ATA/1214/2015 précité). Lorsque l'autorité s'écarte des préavis, la chambre de céans peut revoir librement l'interprétation des notions juridiques indéterminées, mais contrôle sous le seul angle de l'excès et de l'abus de pouvoir, l'exercice de la liberté d'appréciation de l'administration, en mettant l'accent sur le principe de la proportionnalité en cas de refus malgré un préavis favorable et sur le respect de l'intérêt public en cas d'octroi de l'autorisation malgré un préavis défavorable (ATA/451/2017 du 25 avril 2017 ; ATA/814/2014 du 28 octobre 2014 et les références citées ; ATA/453/2011 du 26 juillet 2011).

E. 4.2

La chambre administrative a déjà tranché le fait que faire primer l'intérêt public à la construction de nouveaux logements sur celui de la protection d'un bâtiment, même en cas de préavis de la CMNS favorable au classement de l'immeuble, ne relevait pas d'un abus du pouvoir d'appréciation du Conseil d'État en cette période de crise du logement (ATA/423/2023 du 25 avril 2023 consid. 5.4 ; ATA/932/2020 du 22 septembre 2020 consid. 7).

E. 4.3

En l'espèce, le recensement architectural validé le 7 juin 2023 a attribué la valeur « intéressant » au bâtiment. Le service spécialisé, la CMNS et la commune ont, quant à eux, préavisé favorablement la mesure de protection. L'autorité intimée a suivi ces préavis, estimant que seule cette mesure était apte à assurer la pérennité de l'objet à protéger. L'intérêt patrimonial élevé de l'objet a déjà été confirmé ci-dessus et s'agissant de l'intérêt public à la construction de logements que le recourant oppose à la mesure de protection, il faut prendre en compte le fait que la parcelle est sise en cinquième zone de construction, ce qui limite le nombre de logements qui auraient pu être construits après la démolition du bâtiment qui constitue déjà lui-même un logement. En outre, la fiche A04 du plan directeur cantonal 2030 indique également que la densification ne doit pas se faire au détriment de la préservation du patrimoine. C'est donc en se fondant sur les appréciations faites par des spécialistes et en suivant les préavis, notamment de la commune concernée, que l'autorité intimée a procédé à une pesée des intérêts qui ne prête pas le flanc à la critique. Le fait que le bâtiment nécessite des travaux, essentiellement le changement des vitrages, n'est assurément pas suffisant pour justifier sa démolition et ne saurait l'emporter sur l'intérêt public à sa conservation. Le grief sera donc écarté.

E. 5

Le recourant remet en cause la proportionnalité de la mesure, notamment quant aux effets de celle-ci sur sa situation financière.

E. 5.1

L'assujettissement d'un immeuble à des mesures de conservation ou de protection du patrimoine naturel ou bâti constitue une restriction du droit de propriété garanti par l'art. 26 al. 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101).

Pour être compatible avec cette disposition, l'assujettissement doit donc reposer sur une base légale, être justifié par un intérêt public et respecter le principe de la proportionnalité (art. 36 Cst. ; ATF 126 I 219 consid. 2a ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_386/2010 du 17 janvier 2011 consid. 3.1 ; ATA/1214/2015 précité consid. 2a). Le principe de la proportionnalité, garanti par l'art. 5 al. 2 Cst., exige qu'une mesure restrictive soit apte à produire les résultats escomptés et que ceux-ci ne puissent être atteints par une mesure moins incisive. En outre, il interdit toute limitation allant au-delà du but visé et exige un rapport raisonnable entre celui-ci et les intérêts publics ou privés compromis (ATF 126 I 219 consid. 2c et les références citées). Traditionnellement, le principe de la proportionnalité se compose des règles d'aptitude – qui exige que le moyen choisi soit propre à atteindre le but fixé –, de nécessité – qui impose qu'entre plusieurs moyens adaptés, l'on choisisse celui qui porte l'atteinte la moins grave aux intérêts privés – et de proportionnalité au sens étroit – qui met en balance les effets de la mesure choisie sur la situation de l'administré et le résultat escompté du point de vue de l'intérêt public (ATF 125 I 474 consid. 3 ; arrêt du Tribunal fédéral 1P. 269/2001 du 7 juin 2001 consid. 2c ; ATA/569/2015 du 2 juin 2015 et les arrêts cités). En principe, les restrictions de la propriété ordonnées pour protéger les monuments et les sites naturels ou bâtis sont d'intérêt public et celui-ci prévaut sur l'intérêt privé lié à une utilisation financière optimale du bâtiment (ATF 126 I 219 consid. 2c ; 120 Ia 270 consid. 6c ; 119 Ia 305 consid. 4b). Le sacrifice financier auquel le propriétaire est soumis du fait de la mise à l'inventaire constitue un élément important pour apprécier si l'atteinte portée par cette mesure à son droit de propriété est supportable ou non (ATF 126 I 219 consid. 6c ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_52/2016 du 7 septembre 2016 consid. 3.2). En relation avec le principe de la proportionnalité au sens étroit, une mesure de protection des monuments est incompatible avec la Constitution si elle produit des effets insupportables pour le propriétaire ou ne lui assure pas un rendement acceptable. Savoir ce qu'il en est, dépend notamment de l'appréciation des conséquences financières de la mesure critiquée (ATF 126 I 219 consid. 6c in fine et consid. 6h ; arrêts du Tribunal fédéral 1C_52/2016 précité consid. 2 ; 1P.842/2005 du 30 novembre 2006 consid. 2.4). Plus un bâtiment est digne d'être conservé, moins les exigences de la rentabilité doivent être prises en compte (ATF 118 Ia 384 consid. 5 ; ATA/1024/2019 précité consid. 2). Les effets d'une mise à l'inventaire sur un immeuble sont son maintien ainsi que la préservation de ses éléments dignes d'intérêt (art. 9 al. 1 LPMNS). Le fait de ne pouvoir disposer librement de son bien mais que pour tout projet ou intervention, la CMNS ou le SMS doivent être consultés par la propriétaire, ne représente pas d'emblée une entrave insupportable à la garantie de la propriété. Aucune interdiction totale de construire n'a été prononcée. Les contraintes de la mesure sont moins lourdes que celles de tout propriétaire d'un bien-fonds situé en zone protégée ou soumis à une mesure de classement (ATA/783/2012 du 20 novembre 2012 consid. 14 b). Toutefois, la mise à l'inventaire, comme la mesure de classement, confère à l'objet qu'elle vise une protection plus importante que les seules dispositions en matière de police des constructions (ATA/783/2012 précité consid. 13). Le Tribunal fédéral retient que la seule diminution des attentes de rendement que pourrait entraîner une mesure de protection n'est en elle-même pas suffisante à empêcher ladite mesure, l'intérêt privé à une utilisation financière optimale de l'immeuble devant en principe céder le pas devant l'intérêt public lié à la protection des monuments et des sites bâtis (ATF 126 I 219 consid. 2c ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_708/2022 du 27 janvier 2022 consid. 4.2).

E. 5.2

En l'espèce, les affirmations du recourant sur les travaux à effectuer pour maintenir le bâtiment et leur coût ne sont pas démontrées. Les devis effectués, suite à la visite d'une entreprise accompagnée d'un représentant du SMS, impliquent un total de travaux de CHF 472'278.- TVA comprise. Dans ce montant figurent les travaux liés à l'assainissement énergétique qui concernent surtout le remplacement nécessaire des vitres par de nouvelles vitres isolantes qui se montent à CHF 157'880.65 TVA comprise, selon le devis fourni par l'entreprise I_____ qui, à cette occasion, est plus favorable que ceux produits par le recourant. Les autres travaux que le recourant souhaite effectuer ne peuvent être considérés comme déterminants sous l'angle patrimonial selon l'OPS et le recourant ne contredit pas ce point de vue de façon crédible, s'agissant par exemple des travaux en lien avec une « remise en état afin de louer » qui prévoit des travaux d'entretien général de la propriété. Bien que le coût ne soit pas négligeable, le recourant ne démontre pas qu'il entraînerait des conséquences insupportables pour lui. De plus, il n'apparaît pas démesuré compte tenu de la valeur patrimoniale élevée du bien et parce qu'une participation financière de l'État, se montant selon la pratique du département à 10%, au sens de l'art. 22 LPMNS et de l'art. 42A ss LPMNS, afin de réduire les coûts liés à la conservation, à l'entretien et à la restauration du bâtiment peut être octroyée. À cela s'ajoute que le recourant n'expose pas de raisons pour lesquelles il découlerait une perte de valeur foncière de la mise à l'inventaire de sa propriété. Il allègue de façon générale que sa situation financière actuelle serait mauvaise, sans toutefois attester de celle-ci. Il échoue à démontrer qu'il serait en difficulté en cas de travaux à effectuer sur sa propriété ni qu'elle ne lui assurera pas un rendement acceptable, à tout le moins comparable à celui dont il bénéficie aujourd'hui. En outre, rien n'indique qu'il y aurait une perte de valeur de la propriété, laquelle peut toujours être utilisée conformément à sa destination. Le recourant conserve ses prérogatives liées au droit de propriété, notamment celle de la vendre, quand bien même la mesure empêche la démolition du bien. À ce propos, le recourant n'a pas apporté d'élément pour démontrer ses allégations quant à des tentatives infructueuses de vente avant que la mesure de protection n'ait été prise. Il n'est donc pas possible de retenir que l'inscription à l'inventaire produit à l'encontre du recourant des effets insupportables, même si ses attentes de rendement pourraient être diminuées. En conséquence, le grief sera écarté. En tous points infondé, le recours doit être rejeté.

E. 6

Vu l'issue du litige, un émolument de CHF 1'000.- sera mis à la charge du recourant qui succombe (art. 87 al. 1 LPA) et il ne sera pas alloué d'indemnité de procédure (art. 87 al. 2 LPA). * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.